(2004)

Saguenay

Une ville tournée vers l'avenir

Mémoire présenté au ministre des Finances,
dans le cadre des consultations prébudgétaires

Janvier 2004

Un document produit en version numérique par Michel Fortin, bénévole,
Adjoint à la mairie de Ville de Saguenay, province de Québec
Courriel: micfortin@videotron.ca ou micfor@ville.chicoutimi.qc.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Michel Fortin, bénévole, adjoint à la mairie de Ville de Saguenay, à partir du document :

Saguenay. Une ville tournée vers l'avenir. Mémoire présenté au ministre des Finances, dans le cadre des consultations prébudgétaires. Ville de Saguenay, Janvier 2004, 33 pp.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 14 octobre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

1. [Introduction](#)
 - 1.1 [Les priorités du Ministre](#)
2. [Les préoccupations de la ville de Saguenay](#)
 - 2.1 [Les priorités de la Ville de Saguenay](#)
 - 2.2 [Fonds de développement maritime](#)
 - 2.3 [Genèse de l'érosion de la fiscalité municipale](#)
 - 2.4 [La municipalité de l'an 2000](#)
3. [L'emploi en crise à Saguenay](#)
 - 3.1 [La répartition des redevances : cause du déséquilibre actuel](#)
4. [Le développement économique](#)
 - 4.1 [L'approche Michel Audet](#)
5. [Les défis à relever](#)
 - 5.1 [Le taux de chômage depuis cinq ans](#)
 - 5.2 [Le vieillissement de la population](#)
6. [Les perspectives de développement](#)
 - 6.1 [La Ville de Saguenay, instrument de développement](#)
 - 6.2 [Le besoin de capital de risque](#)
7. [L'intervention éventuelle du gouvernement canadien](#)
8. [Conclusion](#)

1. Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La ville de Saguenay est le troisième plus grand centre de développement industriel au Québec, après Montréal et Québec. Elle compte 151 000 citoyens répartis dans trois principaux centres urbains, soit les anciennes municipalités de La Baie, Chicoutimi et Jonquière, et des municipalités de Laterrière, Lac-Kénogami, Shipshaw et une partie de Canton Tremblay. Sixième ville en importance de la province, notre désir est de doter notre agglomération de tous les instruments susceptibles de l'aider à répondre à sa mission, d'être un pôle de croissance majeur pour le Québec.

1.1 Les priorités du ministre

[Retour à la table des matières](#)

Dans le document ministériel énonçant les paramètres de la consultation prébudgétaire, le ministre affirmait :

Nous pouvons anticiper qu'au cours des dix prochaines années, le vieillissement de la population fera en sorte que le nombre de travailleurs qui paient des impôt diminuera. En même temps, nous constaterons une diminution des revenus, nous devons être en mesure de faire face à une hausse des dépenses publiques, notamment dans le secteur de la santé. Si nous voulons que dans dix ou vingt ans, le Québec soit une société d'avant-garde, nous devons dès maintenant agir ¹.

¹ Gouvernement du Québec, Document de consultations prébudgétaires 2004-2005, p. 3.

Vous y énoncez les priorités à relever pour les dix prochaines années, soit :

- Les sources de financement pour répondre aux besoins de la société
- Le fardeau fiscal des contribuables
- La simplification de la fiscalité

Ces priorités sont les nôtres, mais nos préoccupations portent davantage sur le sort réservé à notre région et à notre ville dans un contexte de consultations prébudgétaires.

2. Les préoccupations de LA Ville de Saguenay

[Retour à la table des matières](#)

Le fardeau fiscal de Saguenay est suffisamment élevé pour les contribuables. Notre endettement se situait à 151 M\$, à la fin de décembre 2003. Nous savons que le présent exercice budgétaire nous obligera à faire d'innombrables choix administratifs et opérationnels. Nous avons pris les décisions qui s'imposaient pour rencontrer nos objectifs de développement. En bon gestionnaire nous avons mis de l'ordre dans nos finances. Nous avons maintenu nos engagements; soutenir le développement, pas d'augmentation de taxes, maintien des services aux citoyens. Nous avons limité nos dépenses, tout en consacrant, autant sinon plus d'argent en travaux d'investissements. À titre d'exemples, voici trois tableaux significatifs en rapport avec le taux de taxe, les services et la facture totale d'une propriété à Saguenay.

Tableau 1
Taux de la taxation foncière général à Saguenay 2003-2004

Secteur	2003	2004	Écart
Chicoutimi	1,51\$	1,43\$	-0,08\$
Jonquière	1,60\$	1,50\$	-0,10\$
La Baie	1,70\$	1,60\$	-0,10\$
Laterrière	0,98\$	0,93\$	-0,05\$
Lac-Kénogami	0,96\$	0,90\$	-0,06\$
Shipshaw	1,38\$	1,30\$	-0,08\$
Canton Tremblay	1,07\$	1,01\$	-0,06\$

Tableau 2
Maintien des taxes de services à Saguenay 2003-2004

Secteur	2003	2004	Écart
Chicoutimi	358\$	352\$	-6\$
Jonquière	271\$	271\$	0\$
La Baie	135\$	135\$	0\$
Laterrière	413\$	413\$	0\$
Lac-Kénogami	321\$	321\$	0\$
Shipshaw	282\$	282\$	0\$
Canton Tremblay	406\$	406\$	0\$

Tableau 3
Facture d'une propriété de 100 000\$ à Saguenay

Secteur	2003	2004	Écart
Chicoutimi	1 868\$	1 865\$	-3\$
Jonquière	1 871\$	1 858\$	-13\$
La Baie	1 835\$	1 828\$	-7\$
Laterrière	1 396\$	1 392\$	-4\$
Lac-Kénogami	1 281\$	1 273\$	-8\$
Shipshaw	1 662\$	1 657\$	-5\$
Canton Tremblay	1 476\$	1 475\$	-1\$

2.1 Les priorités de la Ville de Saguenay

[Retour à la table des matières](#)

La Ville de Saguenay a défini ses priorités qu'elle a déposées récemment au ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, Monsieur Jean-Marc Fournier.

Celles-ci sont consignées et chiffrées dans le tableau 4 à la page suivante.

Tableau 4
Priorités de la ville de Saguenay

1	Coûts provenant de la fusion		
	Coûts récurrents	3 850 000\$	
	Coûts non récurrents	5 150 000\$	
	Sous total	9 000 000\$	9 000 000\$
2	Relocalisation du Parc des maisons mobiles	1 450 000\$	
	Autres travaux	540 000\$	
	Sous total	1 990 000\$	10 990 000\$
3	Parc industrialo-portuaire de Grande-Anse	14 000 000\$	24 990 000\$
4	Palais des sports – projet de rénovation	7 672 000\$	32 662 000\$

La somme totale des demandes constitue un montant important lequel contribuera non seulement à la croissance de la Ville de Saguenay, mais également au développement de la région, sans pour autant créer de déséquilibre financier.

De plus, nous avons demandé l'autorisation d'utiliser une subvention de 858 000\$ octroyée dans le cadre du programme *Renouveau urbain et villageois* pour améliorer notre réseau d'infrastructures. Nous désirons également, à ce stade de notre développement, conserver les mêmes délimitations territoriales telles que prévues au moment de la fusion afin de conserver la spécificité et les services de première ligne au niveau de chacun des arrondissements (19 districts électoraux).

Nous désirons que le musée de la *Pulperie de Chicoutimi* soit financé à l'égal des institutions muséales situées en région.

D'autre part, Saguenay entend développer un site dédié à l'implantation d'industries majeures. Il s'agit d'un enjeu important reconnu depuis plus de 10 ans comme un axe important de développement. Ce complexe industrialo-portuaire devrait consolider le potentiel de développement à long terme de la région et accueillir des investissements majeurs. Finalement, il faut ajouter la nécessité d'améliorer le réseau routier sur notre territoire.

2.1.1 Fonds de développement maritime

[Retour à la table des matières](#)

Saguenay se situe au cœur d'un immense territoire riche de trois parcs nationaux, dont un parc marin et d'un fjord unique en Amérique du Nord. Or, Saguenay vit présentement une grave crise économique avec la fermeture de l'usine Abitibi-Consolidated de Port Alfred (perte de 642 emplois) et des salles de cuves Soderberg Alcan (550 emplois). En mettant sur pied ce projet, notre municipalité disposera d'un outil lui permettant de se doter d'une identité économique qui lui est propre en misant sur la mise en valeur du Fjord. Ce projet constitue un jalon important visant à développer et diversifier l'économie de notre ville.

Saguenay veut devenir une escale reconnue pour les bateaux de croisières. Notre intention est qu'ils poursuivent leur périple de la rivière jusqu'au quai Lepage à la Baie des Ha! Ha!.

Le projet

Ce projet d'une valeur de 10 M\$, renoue avec les croisières maritimes au Saguenay. Il a pour but de mettre en valeur le Parc Mars, à La Baie, un secteur fréquenté par les touristes durant l'été en raison de son cachet européen et de sa vue imprenable sur le fjord. Ce site disposera d'une imposante infrastructure d'accueil, soit un quai de plus de 300 mètres.

Les croisières internationales se sont développées de façon constante et régulière depuis les années 70. Le fleuve Saint-Laurent et la rivière Saguenay sont visités de façon régulière, surtout en automne ainsi que les ports de Québec et de Montréal, où les navires font des escales de quelques heures à

une journée et demie. Quant à la rivière Saguenay, les navires de croisières se contentent de faire des tours dans son embouchure.

Pour atteindre cet objectif, la ville doit se doter d'infrastructures maritimes et terrestres au quai Lepage. Le coût total du projet est évalué à 10 M\$. De ce montant, 8 M\$ serviront au développement des infrastructures maritimes permettant aux bateaux d'accoster au quai en toute sécurité. Une somme de 1,2 M\$ servira à la mise en place d'infrastructures de services et un autre 800 000\$ pour l'aménagement de bâtiments d'accueil et d'un passage couvert pour le débarquement des passagers.

Ce sont tous ces investissements qui contribueront à rendre la ville de Saguenay attrayante pour les touristes et les investisseurs.

2.2 Genèse de l'érosion de la fiscalité municipale

[Retour à la table des matières](#)

En 1980, le principe de l'autonomie municipale a été consacré. Cette réforme a servi à financer la hausse de la demande pour les services municipaux de base. Elle a répondu aux exigences des citoyens qui réclamaient une diversité des services.

En 1992, toutefois, le gouvernement du Québec s'est retiré du financement du transport en commun. On a transféré la facture des services de la Sûreté du Québec aux municipalités et réduit les compensations tenant lieu de taxes sur les écoles primaires et secondaires. Il en est résulté une augmentation récurrente des dépenses année après année. Ensuite, nous avons assisté à la lutte au déficit, au cours de laquelle le gouvernement du Québec a exigé une contribution de 500 M\$.

La réforme Trudel s'est accompagnée d'une réduction substantielle des subventions gouvernementales québécoises passant de 378 M\$ à moins de 120,6 M\$.

En 1999, le gouvernement s'est même accaparé des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles des réseaux de télécommunications, de gaz et d'électricité (TGE), privant ainsi les municipalités de la diversification de

leurs sources de revenus. La TGE représentait une source distincte de la taxe foncière générale.

2.3 La municipalité de l'an 2000

[Retour à la table des matières](#)

La municipalité de l'an 2000 est fort différente de celle des années 80. Elle offre une gamme de services beaucoup plus diversifiée et complexe. Songeons à l'importance des dépenses en « loisirs et culture », dont les budgets se sont accrus de 24% entre 1982 à 1997. ² Ainsi, les villes canadiennes sont devenues des moteurs économiques majeurs :

Toronto représente 44% du PIB de l'Ontario; Vancouver, 53% de la Colombie-Britannique; Montréal, 50% du PIB du Québec; Winnipeg, 67% du PIB du Manitoba. Non seulement ces villes comptent-elles pour une portion importante de l'activité économique dans les provinces, mais elles sont la base des systèmes locaux d'innovation et de créativité. ³

L'assiette fiscale des municipalités se compose principalement de la richesse foncière uniformisée. Or, celle-ci n'a augmenté que de 0,9% entre 1996 et 1999, alors que l'assiette foncière du Québec (le revenu personnel) augmentait de 10%.

La fiscalité municipale est constamment menacée par les interventions ponctuelles du gouvernement qui ne cesse d'accorder des exemptions et des réductions d'impôts fonciers sans compensation.

La diversification des sources de revenus aurait pour effet de stabiliser le budget des villes et de faciliter la planification financière.

Nos gouvernements municipaux sont près de leur population. De ce fait, nous sommes aptes à évaluer les besoins des citoyens et à administrer une gamme diversifiée de services.

La ville d'autrefois ne s'occupait pas de transport en commun. Voilà un domaine où nous engageons des sommes énormes année après année. Saguenay souhaite que le financement du transport en commun soit revu pour qu'on puisse en assurer tant le développement que sa continuité. Pour y

² Union des municipalités, *Mémoire présenté à la Commission sur le déséquilibre fiscal*, septembre 2001 p. 7.

³ *Le Droit*, 10 octobre 2002, p. 12.

parvenir, nous réclamons une aide s'étalant sur plusieurs années d'opération pour savoir à quoi s'attendre d'une année à l'autre.

Par ailleurs, le vieillissement de notre population exigera que nous consacrons plus d'argent en logement social afin de répondre aux besoins des personnes. Selon l'OCDE, le vieillissement progressif de la population se traduira par une augmentation moyenne des dépenses équivalant à 7% du PIB sur la période 2000-2050.⁴ La décroissance de la population régionale se poursuivra pour les 25 prochaines années pour totaliser 225 248 personnes en l'an 2041. Actuellement, le Saguenay-Lac-St-Jean compte 278 275 habitants soit 3,84% de la population québécoise.⁵

Tout en étant optimiste, il nous faut être réaliste. Voilà pourquoi nous insistons pour que le gouvernement du Québec nous aide à freiner cette décroissance.

À cet effet, le président de la Fédération canadienne des municipalités, M. Yves Ducharme, déclarait devant le Comité des finances de la Chambre des Communes, le 7 octobre 2003 :

Pendant que nos grandes villes vivent les défis d'une population en croissance et que nos petites collectivités perdent leur population, nous continuons de fonctionner dans un cadre intergouvernemental qui remonte à avant l'avènement du moteur à combustion interne. Pourquoi cette forte dépendance à l'endroit de l'impôt foncier est-elle malsaine, se demande le maire de Gatineau. Et il répond : Il y a une limite à ce que les propriétaires fonciers sont prêts à payer et capables de payer. C'est une formule qui mène droit à la stagnation et au déclin.⁶

Comme nous l'avons démontré, les sources de financement des municipalités sont limitées. Pour sa part, l'OCDE analyse la situation des villes canadiennes dans un rapport publié en 2002.

Les municipalités canadiennes opèrent dans un cadre fiscal étroitement contrôlé et découlant de la législation provinciale, qui est conforme à leur cadre juridique. En dépit de quelques différences entre les provinces, les municipalités canadiennes ont une capacité limitée de recettes et de dépenses. ... le Canada est le pays dans lequel le niveau d'administration intermédiaire reçoit la part la plus importante des recettes fiscales : en effet, les administrations provinciales reçoivent 36% des recettes fiscales totales, ce qui est bien supérieur au pourcentage enregistré dans tous les autres pays fédéraux. Le contrôle exercé par le gouvernement provincial sur les recettes fiscales semble d'autant plus frappant que, comparé à d'autres pays fédéraux de l'OCDE, le Canada a le système le moins centralisé de redistribution des recettes fiscales.⁷

Depuis la réforme Ryan, en 1980, où on a transféré des responsabilités aux municipalités, les budgets s'y rattachant ne sont jamais venus. Il devient

⁴ OCDE, *Perspectives économiques*, No 74, 26 novembre 2003, p. 5.

⁵ Institut de la statistique du Québec, *La situation démographique au Québec, Bilan 2003*.

⁶ Yves Ducharme, Comité des finances de la Chambre des Communes, le 7 octobre 2003.

⁷ *Examens territoriaux de l'OCDE : Canada*, OCDE 2002, p. 267.

nécessaire de redéfinir le cadre de financement des municipalités et considérer les villes comme des partenaires du développement.

En définitive, Saguenay a besoin de nouvelles sources de financement pour élargir son assiette fiscale et répondre aux besoins urgents des citoyens.

3. L'emploi en crise à Saguenay

[Retour à la table des matières](#)

En décembre 2003, nous apprenions que la Société Abitibi-Consolidated envisageait de fermer, pour une période de six mois et plus, son usine de Port-Alfred, entraînant la perte de plus de 600 emplois. Plus récemment, la Société Alcan a annoncé, à son tour, la fermeture à court terme de ses cuves Soderberg (Arvida), ce qui doublera le nombre de pertes d'emplois directs. Ainsi, 1 200 emplois sont perdus pour la région. Comparativement, si une entreprise de Montréal fermait ses portes du jour au lendemain et perdait 7 500 emplois tout en y ajoutant les emplois indirects (facteur 2,7), nous nous retrouverions avec un total de 20 000 chômeurs.

Que ferait le gouvernement du Québec en pareilles circonstances ? Inutile de préciser qu'il y aurait rapidement une réunion du Conseil des ministres pour étudier les mesures à prendre afin de contrer la crise. Tous les ministères seraient appelés à contribuer.

Eh bien, telle est notre situation ! C'est dans ce contexte que nous intervenons aujourd'hui pour vous demander, dans le cadre de cette consultation pré-budgétaires, de songer à Saguenay et d'intervenir rapidement.

Il est temps de rétablir le taux d'emploi à Saguenay et dans notre région afin que les citoyens aient des chances égales de travailler. ⁸

3.1 La répartition des redevances : cause du déséquilibre actuel

[Retour à la table des matières](#)

La situation actuelle ne pourra être corrigée si nous n'acceptons pas de regarder rapidement une des causes à l'origine de nos problèmes ; la répartition inéquitable des redevances sur l'exploitation des ressources naturelles. À cet effet, le Saguenay-Lac-St-Jean est victime d'un déséquilibre chronique qu'il faut absolument corriger.

Sur l'ensemble du territoire québécois pour l'année 2001-2002, le gouvernement du Québec a perçu des redevances brutes de 378,5 M\$. De ce montant, l'État a octroyé en crédits de toutes sortes 200,4 M\$. Les redevances nettes que le Québec récolte sont de 178,1 M\$ lesquelles ont été versées au fonds consolidé.

Ressources	Années	Redevances brutes (en M de\$)	Retombées régionales (en M de\$)	Différence
Redevances forestières brutes	2001-2002	277,4\$ ⁹		
Redevances sur les forces hydrauliques	2001-2002	68,0\$		
Redevances minières	2001-2002	23,7\$		
Revenus de location	2001-2002	9,4\$		
Total		378,0\$	200,4\$	178,1\$
	2002-2003	379,8\$	254,3\$	125,0\$

Selon le mémoire du Réseau des scieries indépendantes du Saguenay-Lac-Saint-Jean, présenté à la *Commission d'étude sur la maximisation des retombées économiques de l'exploitation des ressources naturelles dans les*

⁸ Ville de Saguenay : Rencontre avec le ministre des Affaires municipales du Sport et du Loisir, M. Jean-Marc Fournier, janvier 2004.

⁹ Ministère des Ressources naturelles 2002, *La Commission d'étude sur la maximisation des retombées économiques de l'exploitation des ressources naturelles dans les régions ressources*, p. 17.

régions ressources, la contribution de la région représente environ le tiers des retombées annuelles, soit plus de 500 M\$. En contrepartie, le document mentionne que le Saguenay-Lac-St-Jean a un bilan négatif en terme de crédit sur les redevances forestières qu'il génère, soit un manque à gagner de 13,7 M\$. De plus, les effectifs du MRN au Saguenay-Lac-St-Jean ne seraient que de 6,6% de l'ensemble (235 personnes), alors qu'une équivalence à la hauteur de notre participation réelle devrait être de 900 emplois, soit un apport de 600 emplois. ¹⁰

Le Conseil régional FTQ du Haut du Lac-Saint-Jean-Chibougamau Chapais exprime sa préoccupation sur le sujet de la façon suivante :

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean produit 34% de toutes les redevances québécoises reliées aux ressources naturelles. Le MRN retourne dans l'ensemble du Québec, excluant le Saguenay-Lac-Saint-Jean, 171% des redevances (250,7M\$/428,9M\$). Dans les régions, toujours en excluant celle du Saguenay-Lac-Saint-Jean, reçoivent 71% de plus qu'elles en produisent. Par contre, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce n'est que 58% des redevances qui sont retournées dans la région d'origine (74,4 M\$/127,8M\$). C'est donc dire que les autres régions ressources obtiennent trois fois plus que le Saguenay-Lac-Saint-Jean en retour de redevances sur leurs ressources naturelles. Notre région aurait reçu 144 M\$ de plus (127,8M\$) pour un total de 219 M\$, si la formule appliquée aux autres régions avait été appliquée intégralement au Saguenay-Lac-Saint-Jean. ¹¹

Pour sa part, la Fédération des syndicats du secteur aluminium affirme que le Saguenay-Lac-Saint-Jean évalue ce déficit à 54,3 M\$ sur les redevances brutes de 127,8 M\$ perçues par le Ministère des Ressources naturelles sur notre territoire régional. ¹²

Le Fonds de la recherche forestière du Saguenay-Lac-Saint-Jean estime que les redevances brutes du Ministère des Ressources naturelles seraient de 75 M\$, si on exclut les dépenses du ministère. « Si les redevances étaient comptabilisées, dans le cadre d'une année normale, soit 100 M\$, en redevances brutes, nous pourrions estimer un retour de 27% et ce, sans comptabiliser le Fonds forestier ». ¹³

Abitibi-Consolidated verserait, à elle seule, en paiements aux gouvernements pour ses unités situées au Saguenay-Lac-Saint-Jean (excluant l'impôt provincial et fédéral) la somme de 146 508 523\$. ¹⁴

¹⁰ Mémoire : *Réseau des scieries indépendantes du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Alma 10 février 2003, p. 6.

¹¹ Mémoire des *Conseils régionaux FTQ Saguenay-Lac-Saint-Jean et Haut du Lac-Saint-Jean-Chibougamau-Chapais* p. 4.

¹² Mémoire de *La fédération des syndicats du secteur aluminium*, Alma le 10 février 2003, p. 3.

¹³ *Fonds de la recherche forestière du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Commission d'étude, février 2003, p. 14.

¹⁴ *Mémoire d'Abitibi-Consolidated* à la Commission d'étude sur la maximisation des retombées économiques de l'exploitation des ressources naturelles dans les régions ressources, 3 février 2003, p. 16.

Dans le secteur de la santé, selon une étude rendue publique en septembre 2000 par le *Groupe d'action régional en faveur de l'équité interrégionale dans le secteur des services de santé et des services sociaux*, la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean souffre d'un manque à gagner de 65 M\$ d'après le calcul effectué sur l'année 1998-1999.

Nous pourrions poursuivre encore longtemps notre argumentation. L'important est de savoir ce qu'on fait de la différence et où vont les surplus générés par notre région. Voilà la question.

Comment se fait-il qu'une région comme la nôtre ne retire pas plus des sommes qu'on vient lui soutirer, au point où on se demande si nos gouvernements ne sont tout simplement pas en train de fermer la région du Saguenay-Lac-St-Jean.

Pourquoi en sommes-nous à quémander notre juste part des retombées économiques sur l'exploitation de nos ressources naturelles?

Qu'il nous suffise de demander où sont investis les millions que le Fonds de solidarité de la FTQ vient chercher dans les goussets de nos travailleurs régionaux.

Chaque année, depuis sa fondation en juin 1983, cet organisme recueille les épargnes du public et de ses membres. L'actif de ce Fonds était de 4,6 milliards de dollars au 30 juin 2003. Quelle partie de cette somme est réinvestie au Saguenay-Lac-Saint-Jean? Les documents publics font état de 20 entreprises où le Fonds est intervenu.

Quant au FONDACTION de la CSN, les informations mentionnent que quatre interventions seulement ont été faites dans notre région.

4. Le développement économique

[Retour à la table des matières](#)

On pourrait arguer longtemps sur les causes de notre décroissance, l'exode des jeunes, le vieillissement de la population, etc. La question première est de savoir comment générer suffisamment de croissance pour inciter les investisseurs à s'établir à Saguenay. Comment le gouvernement du Québec peut-il nous aider à atteindre cet objectif?

4.1 L'approche Michel Audet

Dans un document du Parti libéral du Québec, on retrouve les affirmations suivantes :

- faire des régions des acteurs de premier plan du développement économique et social;
- accorder aux communautés les outils et les ressources financières nécessaires au développement économique et social de leur région;
- simplifier les structures d'intervention en matière de développement;
- rendre plus transparente la gestion des fonds publics destinés au développement régional, et accroître le degré d'imputabilité des organismes et des élus concernés;
- respecter les spécificités régionales dans l'élaboration des politiques. ¹⁵

¹⁵ *Faire confiance aux régions : Priorités d'action politiques pour des emplois et des services en région.* Document de travail, février 2003, p. 13.

Compte tenu de ces engagements et comme le ministre du Développement économique et régional, M. Michel Audet, vient d'annoncer la mise sur pied d'un Fonds spécial pour la région de l'Amiante afin d'aider à corriger la situation alarmante, Saguenay demande que vous agissiez de même à notre égard pour nous aider à se relever face à la catastrophe que nous vivons actuellement. Selon le journal *Le Soleil*, en date du 18 janvier 2004, « le ministre s'enthousiasme à l'idée de créer des Fonds mixtes publics-privés en région pour le démarrage d'entreprise de haute technologie ». Saguenay a besoin d'un Fonds semblable et rapidement.

Par ailleurs, nous souhaitons amorcer un processus de collaboration avec les divers Fonds d'investissements actuellement en opération dans notre région pour maximiser toutes nos chances de redressement de la situation.

Dans un document ministériel qui vient d'être rendu public, le gouvernement écrit: « Malgré tous ces efforts, il faut reconnaître que les régions n'ont pas encore atteint leur plein potentiel et que les principales attentes des milieux locaux et régionaux sont encore loin d'être comblées ». ¹⁶ Les auteurs du document affirment qu'il faut rapprocher des lieux de décision des citoyens pour donner une réponse mieux adaptée à la variété des besoins qui se manifestent en région. Vous ajoutez : « qu'il faut élargir les responsabilités des milieux locaux et régionaux afin de leur assurer une meilleure emprise sur le développement de leur territoire ». ¹⁷

Ce Fonds spécial n'est d'ailleurs pas une idée nouvelle car voici ce qu'on retrouvait dans un rapport déposé auprès du gouvernement précédent :

Que le gouvernement du Québec consente au retour intégral, en région, des redevances perçues au Saguenay-Lac-Saint-Jean et qu'il reconnaisse la pleine et entière compétence régionale en matière de perception, de gestion et d'affectation de ces redevances, étant compris que celles-ci seront utilisées aux fins strictes d'assurer la pérennité et la mise en valeur de ces ressources. Cette mesure s'appliquant de facto à toutes nouvelles redevances sur les ressources, telle celle associée à la captation de l'eau aux fins de sa commercialisation. ¹⁸

Que soit créé, à même l'enveloppe régionale constituée des redevances sur les ressources naturelles, un fonds d'investissement à contrôle régional, complémentaire aux fonds existants, visant à susciter et à soutenir des développements industriels associés à la 2^e et 3^e transformation de ces ressources. ¹⁹

Voilà ce dont nous avons besoin. Nous vous suggérons d'oser encore davantage en confiant la gestion de ce Fonds à la sixième ville en importance du Québec. De plus, le nouvel organisme en développement économique

¹⁶ *Devenir maître de son développement. La force des régions*; document signé par trois ministres, M. Michel Audet, Mme Nathalie Normandeau et M. Jean-Marc Fournier, p. 11.

¹⁷ *Ibidem.*

¹⁸ *Donnons-nous les moyens de construire notre avenir*, 10 février 2003, p. 21.

¹⁹ *Ibid.*, p. 22.

récemment créé, *Promotion Saguenay* serait l'entité la plus adéquate pour décider en matière économique et touristique sur son territoire.

5. Les défis à relever

[Retour à la table des matières](#)

L'évolution démographique de notre région est préoccupante. Les statistiques révèlent que le Saguenay-Lac-Saint-Jean est confronté à une baisse de son poids démographique dans l'ensemble du Québec et on observe des écarts importants de revenu, d'emploi et de chômage par rapport à la moyenne québécoise.

Le Saguenay-lac-St-Jean a enregistré un solde migratoire moyen négatif de 1 450 sorties nettes par année, entre 1986 et 1999 et de 3 721 l'an dernier.

En neuf ans, de 1992 à 2001, le Saguenay-Lac-Saint-Jean a perdu 13 161 personnes. Au fil des ans, le déficit n'a cessé de s'amplifier. Entre 1992-93 et 1995-96, la région perdait en moyenne 17 personnes par semaine. Aujourd'hui, ce sont 28 personnes qui quittent la région, chaque semaine. De ce nombre, près de la moitié appartient au groupe des 18-24 ans. ²⁰

À elle seule, selon les données de *l'Institut de la Statistique du Québec*, la Ville de Saguenay aurait perdu plus de 2 515 personnes, au cours de la dernière année. ²¹

Alors qu'en 1971, notre région représentait 4,4% de l'ensemble du Québec, nous n'en sommes plus qu'à 3,84%. Pour mettre fin à cette décroissance, le gouvernement du Québec doit nous donner les outils nécessaires; Fonds d'investissements industriel et touristique, incitatifs fiscaux, investissements publics majeurs et un retour équitable sur l'exploitation de nos ressources naturelles.

²⁰ Catherine Delisle, «Étude sur le mouvement migratoire», *Le Quotidien*, mercredi le 11 juin 2003, p. 4.

²¹ *Le Quotidien*, mercredi 14 janvier 2004.

5.1 Le taux de chômage depuis cinq ans

[Retour à la table des matières](#)

Le taux de chômage au Saguenay-Lac-Saint-Jean était de 12% en 1989, de 15,7% en 1993, de 14,5 en 1997 et de 10,4 en l'an 2000.

Malgré ce redressement, la région a connu une moyenne supérieure de 2,7%, comparativement à la moyenne québécoise. ²²

Si nous nous en tenons aux indices de disparités régionales et en combinant les deux indicateurs que sont le revenu personnel disponible par habitant et le taux d'emploi de la population âgée de 15 à 64 ans, la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean se classait, en 1999, au treizième rang sur 17 des régions du Québec avec 89,8%, comparativement à 105,5% pour la Montérégie. Nous ne pouvons plus tolérer de telles iniquités. Il est du devoir du gouvernement du Québec de rétablir les choses, de donner à la région et à

²² Développement des ressources humaines Canada. *Bulletin sur le marché du travail : Région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, bilan 2003*, p. 3.

Saguenay un taux d'emploi qui se rapproche de la moyenne québécoise et canadienne.

5.2 Le vieillissement de la population

[Retour à la table des matières](#)

Le vieillissement de notre population devra être étudié, non pas comme un simple phénomène démographique, mais comme un phénomène économique. Selon Georges Mathews:

Le nombre de personnes âgées va croître de presque 90% au cours du prochain quart de siècle, le groupe des 20 à 64 ans va diminuer de 10%, et celui des moins de 20 ans, de 20%. Au total de rapport de dépendance fera un bond de 50%. ²³

Dans notre région, alors que le pourcentage des 65 ans et plus représentait 12,4% de la population en 2001, il devrait se situer à 23,4% en 2021. Ces transformations démographiques interpellent tous les paliers de gouvernements. Comment ferons-nous face à ce phénomène au cours des prochaines années ? En l'absence de renouvellement démographique, comment pourrions-nous résorber la dévitalisation de nos milieux ?

Face au vieillissement de sa population, Saguenay doit penser son avenir en fonction de nouveaux besoins en logements, transport, loisirs, aménagement urbain, sécurité publique... En ce sens, l'aide du gouvernement du Québec est essentielle.

²³ Georges Mathews, *Le Québec et sa démographie : vers une destination incertaine*, Les Conférences La Presse Radio-Canada.

6. Les perspectives de développement

[Retour à la table des matières](#)

Selon une étude de la direction du Développement des ressources humaines Canada, le Saguenay-Lac-Saint-Jean complète l'année avec une baisse du niveau de l'emploi, soit 121 000, 2 100 de moins qu'en 2001. « La région est la seule, précise-t-il, avec celle du Bas-Saint-Laurent affichant une baisse de l'emploi pour l'année à l'étude ». ²⁴

Si on ne donne pas un coup de barre rapide, selon les spécialistes, la décroissance de la population se maintiendra pour les 25 prochaines années pour totaliser 225 248 en l'an 2041. ²⁵

6.1 La Ville de Saguenay, instrument de développement

[Retour à la table des matières](#)

La création de Saguenay nous procure cependant un outil de développement susceptible de modifier les faits actuels si nous recevons l'écoute et l'appui de votre gouvernement.

Nous avons pris les moyens pour corriger rapidement des situations qui nous semblaient périmées en matière de développement. La mise en place de

²⁴ Jean-Pierre Lachance, Patrick Tremblay, *Évolution et perspectives de l'économie et du marché du travail – 2002-2005*, Avril 2003, p. 5.

²⁵ Développement des ressources humaines Canada. *Évolution et perspectives de l'économie et du marché du travail 2002-2005*, avril 2003, p.7.

Promotion Saguenay et la coordination de son travail avec le *Centre local de développement* nous permettra d'intervenir et d'agir rapidement dans nos orientations économiques.

6.2 Besoin de capital de risque

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons cependant besoin de capitaux. Seulement 2,3% du capital de risque a été investi au Saguenay-Lac-Saint-Jean, alors que la région représente 3,84% de la population du Québec. ²⁶ « En 1999, par exemple, les sociétés de capital de risque ont investi environ 29\$ par habitant dans la région alors qu'en moyenne au Québec, ce ratio s'élevait à 99\$ par habitant ». ²⁷

Le soutien à l'entrepreneuriat devrait être mieux adapté aux besoins des régions. Le développement de notre économie repose sur le dynamisme de nos gens, sur leur capacité de mettre de l'avant de nouveaux projets, de créer de nouvelles entreprises, de nouveaux produits et, conséquemment, de nouveaux emplois. D'autre part et à titre d'exemple, le gouvernement du Québec pourrait retourner à la ville de Saguenay la gestion pleine et entière des barrages Chute Garneau et Pont Arnaud pour qu'elle en tire des revenus substantiels.

Nos PME ont des problèmes de financement. Les promoteurs de la région devraient avoir accès à des outils de financement mieux adaptés à leur réalité (guichet unique).

Ainsi, Saguenay doit être le moteur économique de la région et un pôle de croissance pour le Québec. Nous devons nous adapter aux exigences de la mondialisation et faire face aux contraintes qui y sont reliées. La fermeture des usines de Port-Alfred et d'Arvida en sont des exemples concrets.

C'est dans ce contexte, compte tenu des besoins urgents exprimés et de la crise actuelle que nous traversons, que nous suggérons la mise sur pied d'un Fonds de développement industriel à Saguenay. La ville aurait ainsi les moyens financiers d'activer les projets en développement économique et touristique afin de faciliter l'implantation d'entreprises, l'expansion de ses

²⁶ Gouvernement du Québec, *Le Saguenay-Lac-Saint-Jean : Un maillon essentiel de notre économie*, mai 2001 p. 20.

²⁷ Ibid

parcs industriels et concrétiser le projet de Parc industrialo-portuaire de Grande-Anse à La Baie.

Comme le signalait la Fédération canadienne des municipalités, « les villes produisent la majorité de la croissance économique au Canada, mais les gouvernements municipaux reçoivent une petite fraction de la hausse résultante des recettes ». ²⁸

Saguenay suggère de s'attaquer à la racine du problème en appui aux déclarations suivantes :

Il y a une limite à ce que les propriétaires fonciers sont prêts à payer et capables de payer. C'est une formule qui mène droit à la stagnation et au déclin. ²⁹

Il serait donc important de redéfinir le cadre de financement des municipalités. Selon l'UMQ, la croissance des revenus des trois paliers de gouvernement, entre 1995 et 2001, montre clairement la conséquence directe de cette évolution : durant cette période, Ottawa a vu ses revenus augmenter de 38%, les provinces de 30%, alors que ceux des municipalités n'augmentaient que de 14%. ³⁰

7. L'intervention éventuelle du gouvernement canadien

[Retour à la table des matières](#)

Au moment où on explore la possibilité d'élargir la base de financement via un retour en pourcentage sur les taxes de la TPS et de la TVQ, Saguenay ne veut pas que les municipalités deviennent à nouveau des victimes d'une querelle fédérale-provinciale.

L'important, à ce stade, n'est pas de savoir d'où provient l'argent mais quels sont les moyens que nous prenons pour que Saguenay devienne un pôle de croissance majeur pour l'ensemble du Québec et du Canada.

²⁸ Fédération Canadienne des Municipalités, février 2002.

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ TD Bank Group (2002). Rapport spécial, *Un choix entre investir entre les villes canadiennes et désinvestir dans l'avenir du Canada*, in *La situation financière des municipalités québécoises*, UMQ, p. 3.

La mairesse de Drummondville, Mme Francine Ruest Jutras, affirmait :

Cela fait plus de 20 ans que nous plaidons que nos villes ont besoin de plus d'argent et de plus de pouvoirs. Il est temps de redonner aux municipalités les moyens financiers requis pour qu'elles puissent assumer leur rôle de premier plan, soit le développement de leurs communautés. ³¹

Selon l'Union des municipalités du Québec :

La richesse foncière uniformisée dans l'ensemble du Québec a progressé de 0,9% de 1996 à 1999, alors que les revenus personnels se sont accrus de 10%, que les recettes provenant de la taxe de vente du Québec (TVQ) se sont accrues de 34,2% et que le taux d'inflation a été de 4,4% pour l'ensemble de cette période. Il découle de cette situation un déséquilibre fiscal entre les municipalités et le gouvernement du Québec qui est d'autant plus préoccupant qu'il s'accompagne, depuis le début des années 1990, d'un transfert de responsabilité du gouvernement vers les municipalités et de l'obligation pour celles-ci d'absorber plus de 1 milliard\$ de factures. Dans ce contexte, les municipalités ne peuvent dégager de marge de manœuvre suffisante pour faire face à leurs obligations. ³²

Une étude de l'OCDE précise que les gouvernements municipaux au Canada ont des pouvoirs de taxation moins importants que dans les autres fédérations. Pour l'OCDE : « la faiblesse de la gouvernance au niveau local freine l'émergence de projets émanant de la base, dans de nombreuses régions du Canada ». ³³

« Le vrai déséquilibre fiscal est au municipal » concluait pour sa part, M. Frank Zampino, président du Comité exécutif de la Ville de Montréal.

L'Union des municipalités précisait dans son mémoire à la Commission sur le déséquilibre fiscal : « L'impôt foncier est mal adapté pour financer équitablement les services publics ayant un impact sur la redistribution des revenus parce que trop local. » ³⁴ « En moyenne de 1992 à 2000, les valeurs foncières imposables de l'ensemble des municipalités québécoises ont augmenté d'un dérisoire 0,36% par année, alors que l'indicateur de l'activité économique — le produit intérieur brut (PIB) — augmentait en moyenne de près de 3% par année ». ³⁵

Des études démontrent que les pertes démographiques des régions en désintégration ne contribuent pas à diminuer les écarts de taux d'emploi entre les régions du Québec, comme il serait naturel de s'y attendre. On constate

³¹ Union des municipalités. *Info Express*, le 25 septembre 2002.

³² *Ibidem*.

³³ Jean-Robert Sansfaçon, *Le Devoir*, vendredi 20 septembre 2002, p. A 8.

³⁴ Union des municipalités. *Mémoire Commission sur le déséquilibre fiscal*, septembre 2001, p. 8.

³⁵ UMQ – Rapport synthèse – *La situation fiscale des municipalités québécoises* – Mai 2003, p. 7-8.

qu'il existe un mécanisme qui maintient ces écarts. ³⁶ En bref, la diminution du poids relatif d'une région représente un appauvrissement. « Dans les faits, il s'agit d'autant moins de personnes pouvant exercer une influence sur la dépense finale en biens de consommation ou en dépenses reliées à la construction résidentielle ». ³⁷

Un dernier élément avant de terminer. Il existe, dans la *l'Acte Constitutionnel de 1982*, un principe d'égalité des chances. Devrons-nous l'invoquer pour obtenir cette égalité tant recherchée par les citoyens du Saguenay-Lac-St-Jean?

Ne serait-il pas temps, quelles que soient les sources de financement, que les gens des régions dites «ressources» aient autant de chances que ceux des grandes agglomérations pour s'épanouir. ³⁸ Ces nouvelles sources de revenus, proviendront-elles du partage d'une partie de la TVQ, de la TPS fédérale, de la taxe sur l'essence ou des redevances sur l'exploitation de nos ressources naturelles? En consolidant les villes, il devient possible de transférer aux municipalités des points d'impôts sur le revenu des particuliers et sur les profits des entreprises. Cela se fait déjà à Winnipeg ³⁹, dans certains États américains (Ohio, New-York) et en Scandinavie. Il est temps de passer à l'action!

³⁶ Charles Côté, *Désintégration des régions. Le sous-développement durable au Québec*, JCL, 1991.

³⁷ Développement des ressources humaines Canada. *Évolution et perspectives de l'économie et du marché du travail 2002-2005*, p. 3.

³⁸ Jean Tremblay, *Les régions du Québec en crise. Bilan, enjeux et voie de solutions*, novembre 2002.

³⁹ Gouvernement du Canada, *Lignes directrices concernant les orientations prioritaires du gouvernement fédéral dans les zones urbaines, Entente sur le développement à Winnipeg*, janvier 2001,

8. conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons démontré, au début de notre mémoire, que la genèse de l'érosion de la fiscalité municipale ne datait pas d'hier.

La ville de Saguenay est cependant préoccupée par sa capacité d'offrir des services adéquats aux citoyens, puisqu'elle considère que ces derniers ont atteint la limite dans leur capacité de payer. Voilà pourquoi elle a déposé auprès de votre gouvernement des pistes de solution et une série de projets d'investissements prioritaires, lesquels ne feraient que répondre aux besoins des citoyens.

Nous devons admettre qu'en ce début de XXI^e siècle que: « ... premièrement, les villes sont la source importante de la richesse des nations et donc des provinces dans lesquelles elles se trouvent; deuxièmement, elles ne reçoivent pas, des gouvernements fédéral et provinciaux qui les ont en tutelle, la part qui leur revient dans le partage de l'assiette fiscale : les besoins municipaux croissent très rapidement, mais leurs revenus suivent un rythme beaucoup plus lent; troisièmement, cette négligence à l'égard de nos villes va se traduire par une compétitivité en déclin pour l'économie canadienne dans son ensemble puisque nos concurrents investissent beaucoup plus que nous dans les leurs.» ⁴⁰ D'où la nécessité de conclure des ententes fermes et à long terme, qu'il s'agisse de certains projets ponctuels de développement ou encore de transport en commun ou de logement social.

L'objectif premier de la ville de Saguenay, pour la prochaine décennie, se situe au niveau de sa capacité, avec l'aide des gouvernements, de relever le défi de la croissance et de la gestion rapide de la crise actuelle de l'emploi. En

⁴⁰ Gilles Paquet, *Pathologies de gouvernance*, Liber, 2004, p.76.

ce sens, Saguenay vous demande de créer un Fonds spécial d'investissement pour remédier rapidement à la présente situation.

Toutefois, nous vous invitons à prendre en compte le déséquilibre qui existe entre ce que la Province vient chercher en royautés de toutes sortes sur l'exploitation des ressources naturelles sur notre territoire et les investissements publics qui y sont retournés.

D'autre part, deux phénomènes bien circonscrits, soit la baisse de la natalité et l'exode de la population particulièrement chez les jeunes, n'annoncent rien de bien réjouissant pour la vitalité de la sixième ville en importance au Québec. Si nous n'agissons pas :

Les régions continueront de s'appauvrir menant à un cercle vicieux où certaines institutions publiques ferment ou se centralisent dans les grandes régions, où les écoles mettent la clef sur la porte et où le nombre d'entreprises de services diminue, ayant comme résultat une baisse de l'emploi. ⁴¹

Le Québec sera prospère en autant que Saguenay puisse l'être aussi...

Fin du mémoire
présenté au ministre des finances,
monsieur Yves Séguin
vendredi le 13 février
à Québec.

⁴¹ Développement des ressources humaines Canada. *Évolution et perspectives de l'économie et du marché du travail 2002-2005 au Saguenay-Lac-St-Jean*, p. 4.